

1^{er} Mai 2014

Début d'une rébellion contre tous les Pouvoirs ?

Même si nous n'avons pas l'habitude de fêter les anniversaires ou de satisfaire le besoin de rassembler autour de souvenirs plutôt que de mobiliser pour changer le présent, il nous a semblé important d'accorder un bref rappel au fait qu'en 1814, naissait **Michel Bakounine**, révolutionnaire russe, penseur et acteur anarchiste incontournable, précurseur du syndicalisme révolutionnaire, comme l'a écrit Maurizio Antonioli dans l'ouvrage qu'il lui a consacré : « *Bakounine entre syndicalisme révolutionnaire et anarchisme* ».

Les anarchistes, les anarchosyndicalistes d'aujourd'hui poursuivent la lutte acharnée que Bakounine, à son époque, ne cessa d'organiser contre tous les pouvoirs et contre toutes les dominations.



La tâche est rude, tant les raisons de se révolter sont nombreuses.

Ainsi, quand Sarkozy et ses acolytes, entre 2007 et 2012, s'attaquèrent avec une virulence inouïe à de nombreuses conquêtes ouvrières, les luttes ne furent pas nombreuses et bien peu radicales.

De grèves de 24H en grèves de 24H, de négociations syndicats-patronat en abandons continus de pans entiers de droits conquis de haute lutte, la grande masse des individus assista impuissante à une sorte de vengeance arrogante des nantis.

Certains, trop nombreux à notre goût, ont pensé comme c'est toujours le cas, à un changement d'équipe à la tête de l'Etat. La sempiternelle solution électorale nous fut réservée à l'occasion de la présidentielle et des législatives de 2012.

Peu taiseux en la circonstance, les dirigeants syndicaux se laissèrent aller à leur préférence du moment : " *Tout plutôt que Sarkozy.*"

Mais voilà, quand le cirque électoral se met en branle, ce qu'il propose ce n'est pas, et ce ne sera jamais un changement de système ! Les nantis seront toujours à se goinfrer quand, dans le même temps, la grande majorité tentera tout au plus de survivre...

Lors, l'élection de François Hollande fut à la hauteur de ce qu'elle devait être : une solution illusoire à la

crise sociale qui nous bouffe depuis des décennies. La chambre socialiste n'avait pas l'intention, ni n'avait le pouvoir de changer quoi que ce soit !



Depuis lors, le taux de chômage n'a cessé d'augmenter. Pas un jour sans qu'on apprenne un nouveau plan de licenciements, une nouvelle fermeture d'usine ou de nouvelles suppressions d'emplois... Aujourd'hui, il n'y a plus un-e seul-e travailleur-euse qui ne craigne de se retrouver à devoir pointer à Pôle Emploi et il n'y a pas une famille ouvrière qui ne soit pas, à un moment donné, touchée par le chômage. Responsables de cette situation, toujours les mêmes : les patrons et les actionnaires qui licencient à tour de bras pour augmenter leur taux de profits, les gouvernements successifs à leur service et un système, le capitalisme, où le sacro-saint droit de propriété des riches passe avant le droit à une vie décente pour la majorité de la population. Malgré tout, il s'est trouvé des bureaucrates syndicaux pour signer avec le patronat, dans la nuit du 21 au 22 mars 2014, la nouvelle convention UNEDIC qui vise à faire 800 millions d'euros d'économie chaque année sur le dos des travailleurs privés d'emploi.

Les coupes sociales draconiennes annoncées par le gouvernement PS (Parti socialiste) du nouveau premier ministre Manuel Valls marquent un tournant historique en France. Elles signifient le rejet par le PS des concessions sociales faites à la classe ouvrière en France après la Deuxième Guerre mondiale.

Très récemment, suite à une réunion ministérielle avec le Président PS, François Hollande, le gouvernement a annoncé une réduction de 50 milliards d'euros des dépenses publiques d'ici à 2017, en tant que partie intégrante du pacte de responsabilité pro-patronal de Hollande qui prévoit aussi une coupe de 30 milliards d'euros dans le coût de travail. Valls annonce que les réductions des dépenses incluaient 18 milliards d'euros d'économie pour l'Etat et 11 milliards d'euros d'économies provenant de la rationalisation des collectivités territoriales. Les 21 milliards d'euros

restants seront dégagés de la sécurité sociale et de la santé.

Le gouvernement vient de décréter un gel des salaires pour les 5 millions de fonctionnaires français, en dépit de l'opposition généralisée et hautement médiatisée à cette décision parmi les travailleurs du secteur public avant l'entrée en fonction de Valls.

Les prestations sociales, dont les aides au revenu pour les jeunes et les chômeurs de longue durée, la plupart des retraites de base et des retraites complémentaires gérées par des organismes publics ainsi que les allocations familiales seront également gelées.

Sur la santé, Valls a carrément dit qu'il financerait ces coupes en réduisant le nombre d'actes médicaux en France, en recourant davantage au générique et en réduisant la durée des longs séjours à l'hôpital. Tout ceci souligne l'attaque historique qui est planifiée contre les soins de santé de la majorité de la population laborieuse.

Les associations patronales qui se réunissent constamment avec les responsables de "gauche" et la bureaucratie syndicale afin de débattre de la mise en œuvre de ces coupes réclament des réductions encore plus radicales, dont la suppression du Smic.

Le 10 avril, Le journal *Le Monde* a fait remarquer, «*Mais la mesure inquiète déjà, quant à la génération de 'smicards' qu'elle pourrait faire naître.*»

Dans son discours à la Chambre, Valls en a appelé aux thèmes politiques extrémistes, en se concentrant sur «*l'insécurité*» et la «*délinquance*» et en condamnant de manière provocatrice les actes «*antichrétiens.*»

Les principaux bénéficiaires de la promotion du chauvinisme et de la xénophobie seront, comme on peut s'y attendre, les organisations se réclamant peu ou prou du fascisme.

Pour nous, seule l'intervention des travailleuses et des travailleurs ainsi que la coordination des luttes aujourd'hui nécessaires, peuvent faire reculer les capitalistes, les étatistes et les priver de leur pouvoir de nuisance.



Aujourd'hui, la nécessité de reprendre en main les outils de production et d'échange devient une absolue nécessité. Elle nous impose de repenser l'organisation du travail et l'organisation de la production pour prendre en compte les besoins réels des populations et non pour alimenter la soif de croissance débridée des milieux capitalistes et étatistes.

Rompre avec le capitalisme, puisque c'est de cela qu'il s'agit, nécessite de rompre avec l'idée que les inégalités économiques et sociales sont naturelles. Cela impose de rompre avec le productivisme et la surexploitation de l'environnement.

Il faut en finir avec les fausses solutions électorales et l'attentisme prônés par tous les dirigeants politiques quelles que soient leurs appartenances !

Il ne faut plus accepter d'être l'objet des poursuites judiciaires et de la répression qui s'abat sur le Mouvement social.

A nos justes revendications de classe s'est opposée la matraque comme seule réponse. Pressions hiérarchiques dans le public, licenciements dans le privé, retenue sur salaires, procès en diffamation, gardes à vue, mais aussi peines de prison et lourdes amendes se sont alors abattus sur tou-te-s ces jeunes et tou-te-s ces travailleurs-euses qui se sont dressé-e-s contre le patronat et le gouvernement.

Citons pour exemple, la condamnation, le 23 mars 2013, d'un militant de la CNT à verser 40 000 € de dommages et intérêts pour avoir bloqué la gare de Metz avec 800 autres personnes, dont des militant-e-s socialistes aujourd'hui élu-e-s, durant le mouvement dit anti -CPE de 2006 !

Que dire pour les camarades de Goodyear, de PSA, d'Arcelor qui subissent au quotidien les mesquineries et vexations patronales ? Que dire des syndicalistes de la poste qui subissent la répression antisyndicale de la part de leur direction ? Que dire pour des antifascistes réprimés qui s'opposent dans la rue, en se mettant en danger physiquement, aux nervis de l'extrême droite ?

A l'heure où la crise sociale que nous connaissons s'approfondit et s'accélère, nous avons la certitude que nous devons nous organiser pour défendre nos conditions de vie. Il nous faut lutter contre tous les systèmes qui génèrent l'austérité et qui facilitent la montée de l'extrême droite.

Nous vous appelons toutes et tous à vous mobiliser, afin de créer un rapport de force social efficace. Un rapport de force seul susceptible de renverser les systèmes anciens et iniques : le Capitalisme et l'Etatisme !

L'autogestion généralisée représente la seule alternative crédible à toutes les barbaries, les iniquités, les injustices, les systèmes de domination et d'exploitation. Construisons ensemble une société socialiste, libertaire et égalitaire.

Groupe Puig Antich

Coordination des Groupes Anarchistes

Librairie Infos 2, rue Théodore Guiter PERPIGNAN

(Près de la place des Poilus)

Permanences : Samedi de 17H à 19H (horaires d'été)

www.c-g-a.org